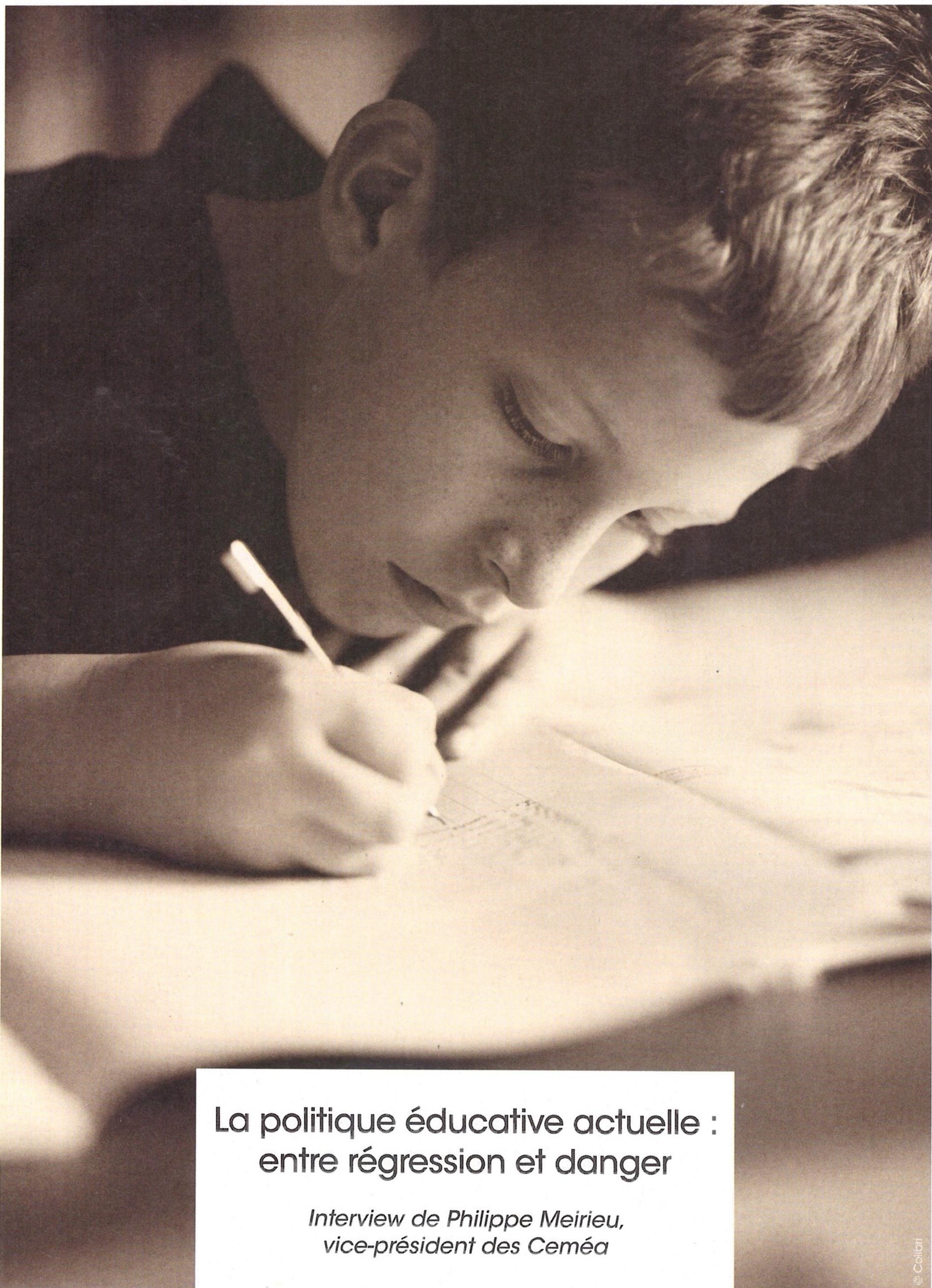


ENTRETIEN



La politique éducative actuelle : entre régression et danger

*Interview de Philippe Meirieu,
vice-président des Ceméa*

Les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Ceméa) sont une association d'Éducation populaire et un organisme de formation dans le domaine de l'éducation. Ses militants sont engagés dans l'Éducation nouvelle, pratiquent des méthodes d'éducation active. En tant que vice-président, Philippe Meirieu nous fait part de son analyse de la politique éducative actuelle et alerte sur ses dangers.

Quel est votre point de vue sur la politique éducative du gouvernement avec notamment le *Choc des savoirs* élaboré par Gabriel Attal ? Que traduit-elle concernant l'avenir de la jeunesse française, la formation qu'on souhaite lui donner ?

Avant d'en venir aux différentes mesures du *Choc des savoirs*, je voudrais dire ce qui me frappe plus globalement sur la durée. En effet, je constate que, depuis Jean-Michel Blanquer, les politiques éducatives qui nous sont proposées évoluent terriblement vers la droite. Souvenez-vous : Blanquer, dès son arrivée, fut encensé par *Le Point* et *Valeurs Actuelles* et félicité par les partis de droite et d'extrême droite. Ce n'était pas étonnant car il reprenait tous les mantras des réactionnaires : la lutte contre le pédagogisme accusé d'avoir saboté l'autorité des professeurs et d'être à l'origine de la baisse du niveau des élèves, le combat contre « la méthode globale » qu'on brandit comme un épouvantail, alors qu'elle a quasiment disparu, la guerre contre l'écriture inclusive (réduite, d'ailleurs, au point médian), le *par cœur*, les devoirs à la maison, le redoublement et l'uniforme - déjà ! - et, bien sûr, une vision bien traditionnelle de la discipline, largement fondée sur les sanctions... À côté de ses discours qui s'inscrivaient parfaitement dans ce que Xavier Pons nomme un *populisme éducatif*, il a mené une politique particulièrement autoritaire de caporalisation des professeurs d'école et de libéralisation de l'enseignement secondaire, exactement comme le préconisait le très à droite Institut Montaigne, préfigurant ainsi la fameuse *École du futur* qu'annoncera Emmanuel Macron pour son second quinquennat... On sait à quel point Jean-Michel Blanquer fut rejeté par le corps enseignant qui vit plutôt d'un œil favorable l'arrivée de Pap Ndiaye. Ce dernier poursuivit en réalité la politique de son prédécesseur mais en rompant avec un certain nombre de marqueurs de droite : il explique qu'il ne considère pas l'uniforme comme la panacée pour gommer les inégalités sociales. Il croit aux vertus de la mixité sociale et a même tenté de l'étendre aux établissements privés sous contrat. Il ne justifie pas les émeutes des jeunes de banlieues mais ne désespère pas que l'éducation puisse encore quelque chose pour réparer le lien social. Et, qui plus est, il ose *appeler un chat un chat* et dire tout haut d'une chaîne de télévision qu'elle est d'extrême droite.

Erreur s'il en est au moment où l'extrême droite, sans doute parce qu'elle entend s'imposer comme la « pensée unique », ne supporte pas d'être démasquée comme telle !

Pap Ndiaye sera sacrifié et l'arrivée de Gabriel Attal, avec son *Choc des savoirs* marque clairement le ralliement du gouvernement aux thèses de la droite et de l'extrême droite. En témoignent les propos de Jean-Philippe Tanguy, député *Rassemblement national* de la Somme qui, lors de la séance de l'Assemblée nationale du 5 février, félicite Gabriel Attal, devenu entre-temps Premier ministre, en ces termes : *Avec vous à Matignon, nos victoires idéologiques s'accélèrent. Ce ne sont plus seulement nos constats et nos diagnostics qui s'imposent à vous, mais désormais nos valeurs et nos propositions.* ■ ■ ■

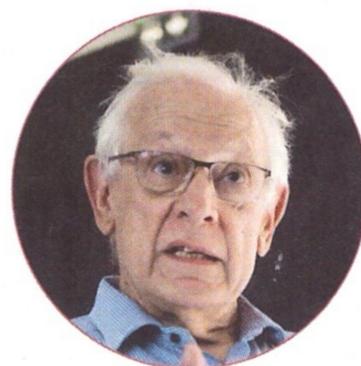
BIO EXPRESS

Philippe Meirieu

Instituteur, professeur de collège, de lycée et de lycée professionnel, il est aujourd'hui professeur des universités honoraire en sciences de l'éducation.

Il fut directeur de l'Institut national de recherche pédagogique, directeur de l'Institut universitaire de formation des maîtres de l'académie de Lyon.

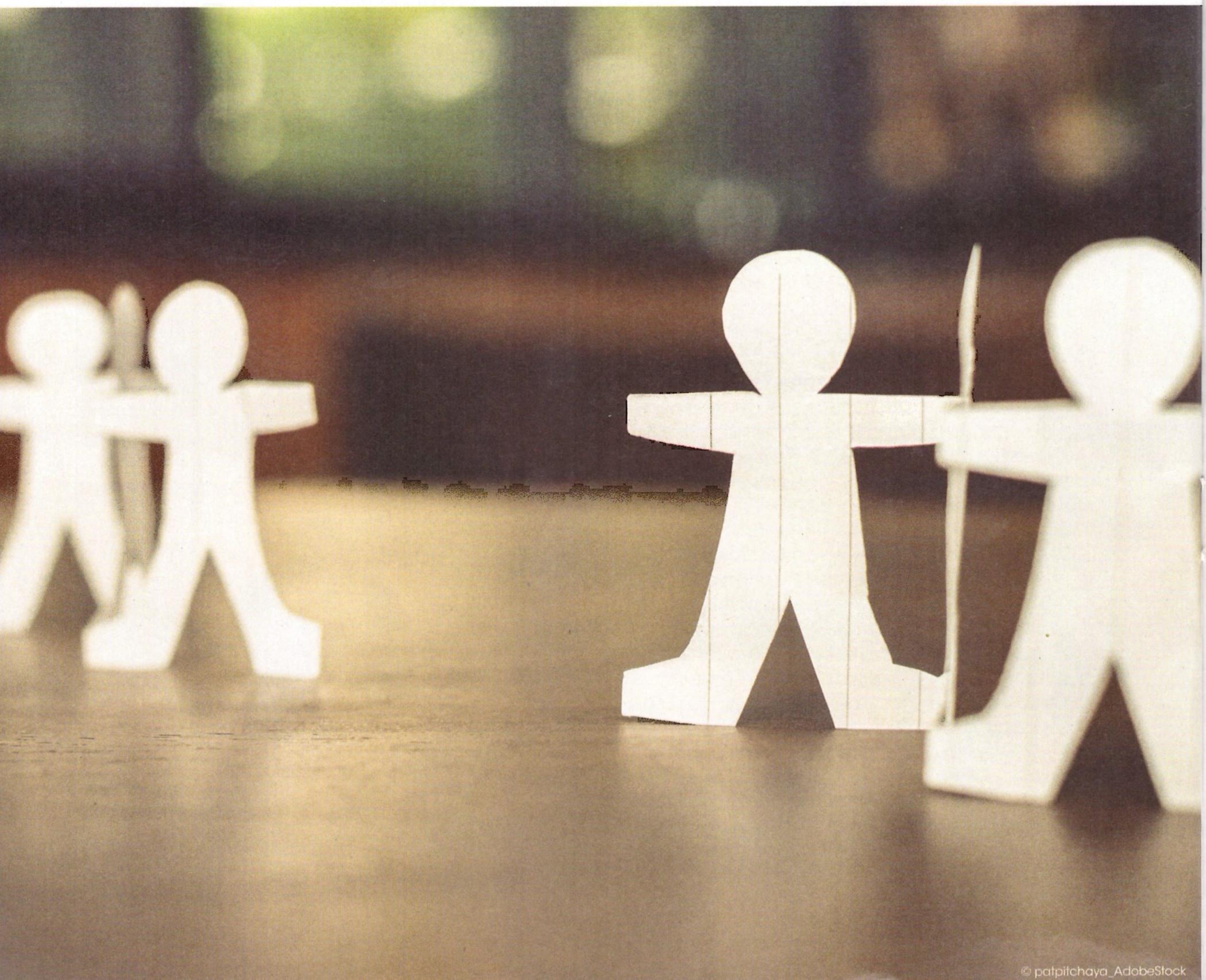
Il est aujourd'hui vice-président des Ceméa.



Mais de quelles valeurs s'agit-il précisément ?

Je crois qu'en réalité la droite et l'extrême droite ne croient pas vraiment en l'éducation. Ils ne veulent pas d'une vraie politique de prévention qui accompagne la jeunesse afin qu'elle construise librement son avenir. Ils ne souhaitent pas qu'on prenne soin des générations qui arrivent. Ils veulent les mettre au pas. Je sais bien qu'on considère aujourd'hui comme un peu naïve la célèbre phrase de Victor Hugo qui explique qu'*ouvrir une école, c'est fermer une prison*, mais cette conviction-là, cette foi dans l'éducabilité de tous et toutes reste néanmoins l'horizon proposé par Condorcet et *Les Lumières*, la perspective nécessaire si l'on veut travailler à une démocratie authentique... Et c'est ce qui me paraît aujourd'hui constituer la vraie ligne de clivage. Il y a, d'un côté, celles et ceux qui se veulent les héritiers de Jean Zay et partisans du *Plan Langevin Wallon* (scolarité à 18 ans, enseignement d'une vraie culture commune intégrant « les dimensions manuelles et intellectuelles »,

“ *La droite et l'extrême droite ne croient pas vraiment en l'éducation* ”

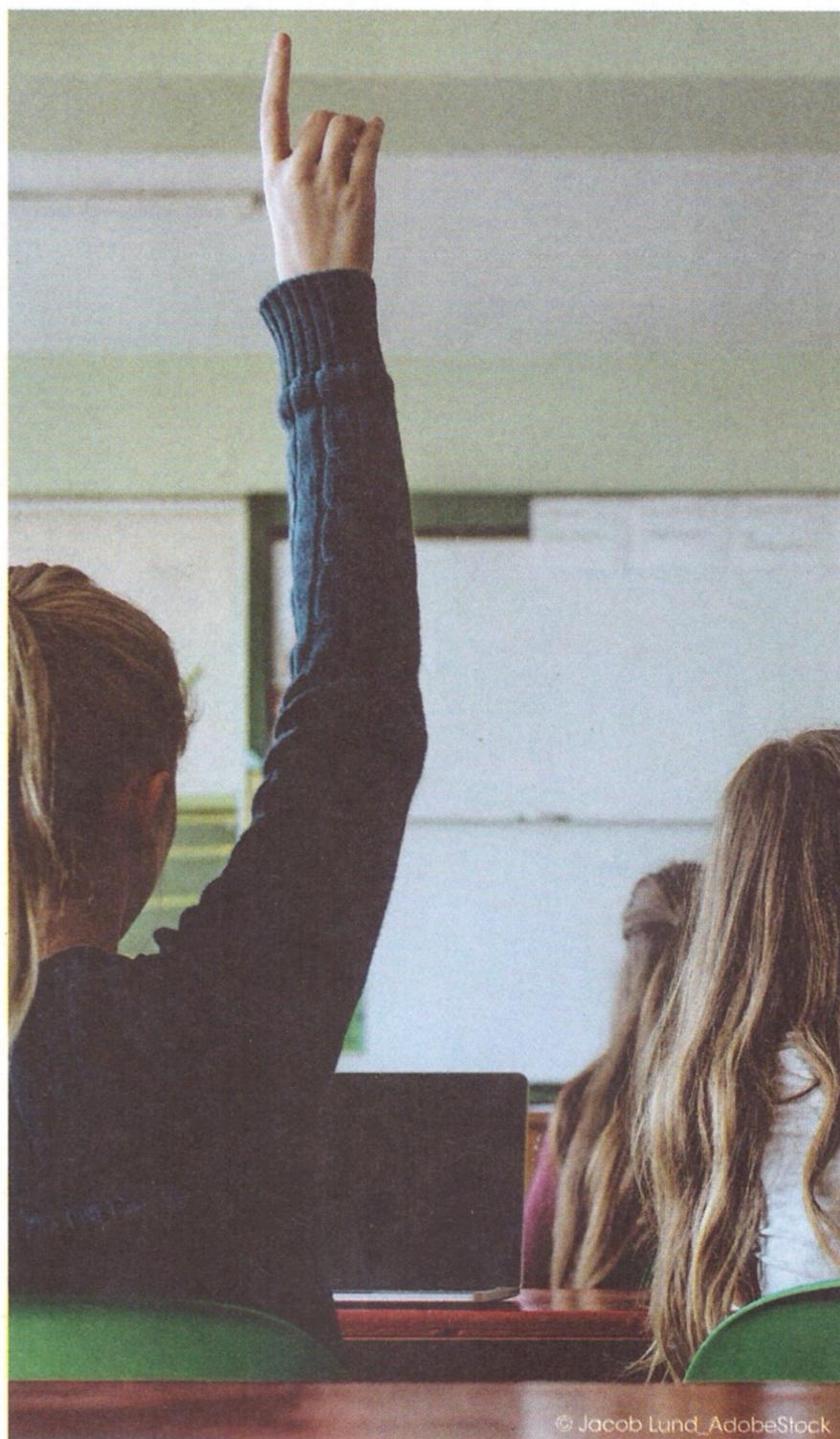


construction d'une vie scolaire qui soit, en elle-même, une formation à la citoyenneté, report le plus tard possible de l'orientation professionnelle, collaboration avec une éducation populaire aux moyens renforcés, etc.) et, de l'autre côté, celles et ceux qui veulent « contrôler » la jeunesse - par le Service national universel, par exemple -, la mettre au travail, non en donnant du sens à son engagement mais en la menaçant - du redoublement, par exemple -, la trier en la répartissant prématurément dans des groupes de niveau, exclure les récalcitrants au lieu de se demander à quelles conditions l'institution pourrait les accueillir.

Mais le président de la République cite Ferdinand Buisson et explique que l'École doit faire des républicains. N'est-ce pas ce que vous désirez aussi ?

Oui, évidemment ! Mais il faut donner la citation complète : *Le premier devoir d'une République est de faire des républicains ; et l'on ne fait pas un républicain comme on fait un catholique. Pour faire un catholique, il suffit de lui imposer la vérité toute faite. Le maître a parlé, le fidèle répète. Il a été dit un catholique ; mais on pourrait tout aussi bien dire un protestant ou un croyant quelconque [...]. Pour faire un républicain, il faut prendre l'être humain si petit et si humble qu'il soit et lui donner l'idée qu'il peut penser par lui-même, qu'il ne doit ni foi ni obéissance à personne, que c'est à lui de chercher la vérité et non pas à la recevoir toute faite d'un maître, d'un directeur, d'un chef quel qu'il soit, temporel ou spirituel^(*). Autant dire que ce n'est pas en répétant l'ordre, l'ordre, l'ordre qu'on fait des républicains. C'est en mettant en œuvre une éducation globale qui passe par le soutien à la parentalité - et non la sanction des familles -, par la construction d'un service public de la petite enfance - en particulier pour le développement du langage et de l'autonomie -, par la pratique d'une pédagogie exigeante fondée sur la recherche de la précision, de la justesse et de la vérité - et non sur l'exécution de protocoles standardisés -, par la mise en place de situations d'entraide et de coopération - et non par la mise en concurrence de tous contre tous -, par une évaluation fondée sur le dépassement de chacun et chacune - et non par un système d'examen continu, comme aujourd'hui au lycée -, par une véritable implication citoyenne des élèves dans la vie de leur établissement, etc. Car ce que l'École enseigne, ce n'est pas vraiment ce qu'elle dit, mais c'est ce qu'elle fait. Or, le Choc des savoirs ne constitue en aucun cas une avancée vers des pratiques plus démocratiques. Tout au contraire, c'est, dans ce domaine, une véritable régression.*

“ *L'émancipation et la solidarité sont les principes qui doivent guider une véritable politique éducative* ”



Pisa révèle qu'une des causes principales des inégalités scolaires est la carence de mixité sociale dans notre École ; le Choc des savoirs est-il une réponse adaptée ?

Je ne vois aucune mesure forte sur cette question. Or l'évolution dans ce domaine est préoccupante. À la fois en raison de la montée de l'enseignement privé avec ses pratiques de l'entre-soi et en raison de la politique élitiste de certains établissements publics. Pour moi, il faut aller dans la seule direction qui pourrait être vraiment efficace : proportionner la dotation des établissements publics et privés sous contrat à leur niveau de mixité sociale.

Cela dit, la mixité sociale ne suffit pas. Il faut qu'elle soit accompagnée d'une pédagogie qui valorise la rencontre de l'altérité et favorise la coopération, d'une pédagogie qui prenne en compte les différences sans renoncer à créer du commun. Ce qui nous renvoie à la question de la formation initiale et continue des enseignants qui est aujourd'hui, à mes yeux, presque complètement sinistrée.

Quels sont pour vous, aux Ceméa et dans l'Éducation populaire, les principes qui doivent guider une vraie politique éducative ?

Ils sont simples à formuler : l'émancipation et la solidarité. L'émancipation, c'est la possibilité donnée à chacun et chacune d'échapper à toutes les formes d'enfermement (dans ses origines, son milieu, ses accidents de vie, ses symptômes et même ses erreurs passées). La solidarité, on la construit en apprenant à passer de ses intérêts individuels au bien commun, dans les apprentissages d'abord - chacun est différent mais tous doivent partager les mêmes savoirs - et dans la vie collective ensuite où l'on doit pouvoir s'engager ensemble dans des projets partagés. Et nous devons mettre en œuvre ces principes à la fois dans le cadre scolaire et dans celui de l'Éducation populaire afin qu'ils deviennent progressivement les principes de toute la cité.

(*) Intervention de Ferdinand Buisson au Congrès de 1903 du *Parti radical*.

Nous manquons de professeurs. Il faut dire que de réformes bâclées en promesses non tenues, le métier n'a cessé d'être discrédité depuis des décennies. Face à des décisions politiques et des discours publics qui ont contribué à produire une pénurie aujourd'hui devenue structurelle, il est urgent de redonner sa pleine valeur à cette profession. Il convient également d'en rappeler le sens et la portée. Car là se joue rien de moins que la découverte par nos enfants de ce qui libère et ce qui unit. Et donc, l'avenir de notre démocratie.

Qui veut encore des professeurs ?
Philippe Meirieu, Le Seuil, 60 p. - 4,90 €

Qui veut encore des professeurs ?

Philippe Meirieu

Nous manquons de professeurs. Il faut dire que de réformes bâclées en promesses non tenues, le métier n'a cessé d'être discrédité depuis des décennies. Face à des décisions politiques et des discours publics qui ont contribué à produire une pénurie aujourd'hui devenue structurelle, il est urgent de redonner sa pleine valeur à cette profession. Il convient également d'en rappeler le sens et la portée. Car là se joue rien de moins que la découverte par nos enfants de ce qui libère et ce qui unit. Et donc, l'avenir de notre démocratie.

SeuilLibelle